



Le silence à haut risque de Matignon

A cette heure, la réaction de sagesse du gouvernement n'est pas venue. Les propositions de l'UNSA restent claires.

A la veille de la mobilisation du 5 décembre, l'UNSA combat pour un système de retraites efficace, juste et pérenne qui passe par :

- la garantie de 100% des droits acquis ;
- une transition protégeant, pour tous les régimes, 10 à 15 générations ;
- des adaptations quant à la durée de cette transition, des garanties et des compensations respectueuses des contrats sociaux pour les secteurs et les métiers les plus exposés ;
- la prise en compte de la pénibilité et de la dangerosité quel que soit le secteur d'activité ou le statut ;
- des avancées concrètes pour les femmes, les carrières hachées et multiples, et pour ceux ayant les plus bas revenus, avec un minimum de pension porté au niveau du SMIC.

L'UNSA a donc les deux fers au feu de l'action :

- la négociation jusqu'au bout afin de ne pas abandonner les salariés face à l'exécutif en les protégeant des éventuels effets négatifs de la réforme ou pour obtenir des avancées
- la mobilisation le 5 décembre dans les secteurs qui seraient les plus impactés par la réforme et qui sont en attente légitime de garanties et de compensations.

La retraite est un contrat social entre la Nation et chacun d'entre nous. Si le Gouvernement avait la volonté de changer de façon unilatérale les termes de ce contrat, il prendrait le risque de rajouter de la tension à une société déjà très largement bousculée.

Vers une démocratie sociale apaisée.

Parce que personnellement, je suis attentif à un autre point : l'avènement d'une démocratie sociale et politique apaisée.

Il est normal que les oppositions s'expriment. Pour autant, il est important également que la société dans son ensemble puisse se rassembler sur la question des retraites, ce contrat social d'une Nation qui veut protéger ses membres contre les effets de la pénibilité, de la fatigue et de la vieillesse.

C'est la transformation que l'on doit accomplir : renforcer la confiance de tous, et en particulier des plus jeunes, envers le régime par répartition. Il en va de sa pérennité. Et c'est bien de la responsabilité conjointe des syndicats, des partenaires sociaux et des pouvoirs publics de trouver les voies et moyens pour éviter tout puni de la réforme.

Laurent Escure

Secrétaire général de l'UNSA